

ARRETE N° 062 /CAB/PM DU 12 3 JUIN 2020
portant création du Comité National de Lutte contre le
Travail des Enfants

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 92 / 007 du 14 août 1992 portant Code du Travail ;
- Vu la loi n°2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes ;
- Vu le décret n° 92/089 du 04 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n°95/145-bis du 04 août 1995 ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
- Vu le décret n° 2019/001 du 04 janvier 2019 portant nomination d'un Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} .- Le présent arrêté porte création du Comité National de Lutte contre le Travail des Enfants, ci-après désigné le « Comité ».

ARTICLE 2.- (1) Placé sous l'autorité du Ministre chargé du Travail, le Comité est un organe quadripartite chargé de faire des propositions pour la mise en œuvre coordonnée et efficace des politiques et actions gouvernementales, en vue de l'éradication du travail des enfants sur l'étendue du territoire national à l'horizon 2025.

(2) A ce titre, il est chargé notamment :

- d'élaborer la cartographie des enfants victimes d'exploitation ;
- d'examiner les stratégies de lutte contre le travail des enfants, afin de proposer au Gouvernement, des mesures éventuelles pour les rendre plus efficaces ;

(2) Les membres du Comité sont désignés par les Administrations et les Organismes auxquels ils appartiennent.

(3) Le Président du Comité peut, en tant que de besoin, faire appel à toute personne physique ou morale, en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour, avec voix consultative.

(4) La composition du Comité est constatée par décision du Ministre chargé du travail et de la sécurité sociale.

ARTICLE 4.- (1) Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre et, en tant que de besoin, sur convocation de son Président.

(2) Les convocations, accompagnées du projet d'ordre du jour et, éventuellement, des documents à examiner, sont adressées aux membres cinq (5) jours au moins avant la date de la session.

(3) Le Comité ne peut valablement délibérer que si le tiers (1/3) au moins de ses membres est présent ou représenté.

(4) Les décisions du Comité sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

ARTICLE 5.- A l'issue de chaque réunion, un compte rendu circonstancié est adressé au Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

ARTICLE 6.- (1) Pour l'accomplissement de ses missions, le Comité dispose d'un Secrétariat technique chargé :

- de préparer les dossiers à soumettre au Comité ;
- d'identifier et de proposer au Comité les actions à mettre en œuvre en vue de la bonne exécution de sa mission ;
- de mettre en œuvre les directives ou recommandations du Comité ;
- de procéder à la rédaction des comptes rendus et des rapports des réunions du Comité ;
- de veiller à la conservation des documents du Comité ;
- de mener toutes autres actions à lui confiées par le Comité.

- de proposer au Gouvernement des actions de lutte contre le travail des enfants, ainsi que des mesures permettant une meilleure application par le Cameroun des instruments juridiques internationaux de lutte contre le travail des enfants ;
- de veiller à la mise en application effective des axes stratégiques élaborés dans le Plan d'Action National pour l'Elimination des pires formes de Travail des Enfants au Cameroun (PANETEC).

ARTICLE 3.- (1) Placé sous l'autorité du Ministre chargé du Travail ou son représentant, le Comité est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Ministre chargé du travail.

Vice-présidents : - le Ministre chargé des affaires sociales ;
- le Ministre chargé de l'emploi.

Membres :

• **Secteur Public**

- deux (2) représentants du Ministère chargé de travail ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'emploi ;
- un (1) représentant du Ministère chargé des affaires sociales ;
- un (1) représentant du Ministère chargé de la famille ;
- un (1) représentant du Ministère chargé de l'éducation de base ;
- un (1) représentant du Ministère chargé de la justice ;
- un (1) représentant du Ministère chargé de l'agriculture ;
- un (1) représentant du Secrétariat d'Etat à la Défense chargé de la Gendarmerie ;
- un (1) représentant de la Délégation Générale à la Sureté Nationale ;
- un (1) représentant de l'Institut National de la Statistique.

• **Partenaires sociaux :**

Côté Travailleurs : un (1) représentant des Syndicats de Travailleurs ;
Côté Employeurs : un (1) représentant des Organisations d'Employeurs ;
Côté société civile : un (1) représentant d'une ONG ;
Organisme indépendant : un (1) représentant de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés.

(2) Le Secrétariat technique est placé sous la coordination du Chef de la Division des Normes et de la Coopération Internationale du Travail au Ministère chargé du travail.

ARTICLE 7.- (1) Les fonctions de Président, de Vice-président, de membres du Comité ou du Secrétariat Technique sont gratuites.

(2) Toutefois, le Président, les membres du Comité ou du Secrétariat Technique, ainsi que les personnes invitées à titre consultatif peuvent bénéficier d'une indemnité de session dont le montant est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8.- (1) Les dépenses de fonctionnement du Comité sont supportées par le budget du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

(2) Le Président du Comité est l'ordonnateur du budget. Il propose, le cas échéant, la désignation d'un régisseur pour assurer les opérations comptables.

ARTICLE 9.- Le Comité dispose de cinq (5) ans pour accomplir ses missions. A la fin de ladite période, un rapport définitif est adressé au Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

ARTICLE 10.- Le présent arrêté sera en registre, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 12 3 JUIN 2020

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

